Reçu en préfecture le 28/03/2023

Publié le

ID: 038-200064434-20230320-DEL2023065-DE

Département de l'Isère Canton de l'Oisans Commune LES DEUX ALPES

#### **DELIBERATION Nº 2023-065**

#### **CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 20 mars 2023

### L'an deux mille vingt-trois, le 20 mars à 18h00,

le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 16 mars 2023, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents en séance : Christophe AUBERT, maire,

Eric GRAVIER, Françoise MOREAU, adjoints,

Pierre BALME, maire délégué de Venosc, Marie-Hélène COING, maire déléguée de Mont de Lans,

Laurent GIRAUD, Jean-Luc BISI, Anne MILLET, Enrica TASSO, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Hervé LESCURE, conseillers municipaux.

Etaient absents ou excusés: Agnès ARGENTIER, Paul VAN LEEUWEN, Ugo MOUNIER, Pascal ESPITALLIER, Angélique AGUILAR, Stéphane VAISSIERES, Marion ROLLAND.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil: M. Jean-Luc BISI et Mme Céline VALETTE ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

## **DOMAINE: FINANCES LOCALES - 7.1.3 - Divers**

OBJET : Actualisation des autorisations de programmes 22VR04 et 23BAT01 dans le cadre de la décision modificative n°1 du budget principal 2023

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1ère année puis reporter d'une année sur l'autre le solde. La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe de l'annualité budgétaire.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

La procédure des AP/CP permet ainsi à la commune de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais uniquement les dépenses à régler au cours de l'exercice et ainsi améliorer les taux de réalisation des dépenses d'investissement. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements pluriannuels en assurant davantage de transparence et de lisibilité.

Les autorisations de programme et crédits de paiement sont encadrés par les articles L.2311-3 et R.2311-9 du code général des collectivités territoriales.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de N ne tient compte que des CP de l'année.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire.

Elles sont votées par le Conseil municipal, par délibérations distinctes, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives :

- La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps. Dès cette délibération, l'exécution peut commencer (signature d'un marché par exemple).
- Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.
- Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération. Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

# Dans le cadre de la décision modificative n°1 du budget principal 2023, il est proposé d'actualiser les deux autorisations de programmes suivantes :

N° et intitulé de l'AP	Année de création	Niveau de vote de l'AP	Montant de l'autorisation de programme			Montant des crédits de paiement		
			Pour mé moire AP votée y compris ajuste ments	modificative n°1 de l'exercice	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour 2023)	Crédits de paie ment antérie urs (réalisé au 31/12/2022)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2023	Crédits de paie ment à inscrire les années suivantes
AP n°22VR04 « Programme Voirie »	2022	Vote sur l'opération n°111 « Voirie »	5 026 479,11	- 15 000,00	5 011 479,11	1 186 479,11	945 000,00	2 880 000,00
AP n°23BAT01 « Programme bâtiments »	2023	Vote sur l'opération n°711 « Bâtiments »	4 900 000,00	- 70 000,00	4 830 000,00	0,00	1 155 000,00	3 675 000,00

Envoyé en préfecture le 28/03/2023

Reçu en préfecture le 28/03/2023

Publié le

ID: 038-200064434-20230320-DEL2023065-DE

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- APPROUVE l'actualisation des autorisations de programmes 22VR04 et 23BAT01 dans le cadre de la décision modificative n°1 du budget principal 2023 tel que présenté en séance,
- AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des participations financières pour la réalisation de ces opérations.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme, Maire, Christophe AUBERT